



Le climat de l'investissement : une donnée primordiale

Warrick Smith et Mary Hallward-Driemeier

De nouvelles sources de données sur les entreprises montrent comment aider au développement des économies

Photo ci-dessus : chaîne de montage d'automobiles Ford dans le Sud de l'Inde.

L'UNE DES NOUVELLES frontières de la science économique est l'analyse de la croissance d'un point de vue microéconomique. Le levier de croissance ici est l'entreprise, et non les agrégats qui sont l'essence de la macroéconomie. L'analyse du climat de l'investissement et de la manière dont les entreprises prospèrent et créent des emplois permet aux économistes de considérer sous un angle nouveau la dynamique du développement et de la réduction de la pauvreté. Après tout, les entreprises créent plus de 90 % des emplois, fournissent la plupart des biens et services nécessaires pour améliorer le niveau de vie et forment la majeure partie de l'assiette fiscale sur laquelle repose le financement des services publics.

Les analyses antérieures du climat de l'investissement — c'est-à-dire l'ensemble de facteurs propres à un lieu donné qui offre aux entreprises des possibilités et raisons de réaliser des investissements productifs, de créer des emplois et de se développer — étaient centrées sur de larges indicateurs du risque-pays, souvent fondés sur les résultats d'enquêtes d'experts internationaux et conduisant en général à la notation de chaque pays. Un grand nombre d'études se limitaient aux contraintes imposées uniquement aux investisseurs étrangers. Les analystes ont examiné divers indicateurs globaux du dispositif institutionnel et du contexte de politique économique du pays, tels que l'état de droit, la corruption, l'ouverture aux

échanges, les origines du système juridique et la profondeur du secteur financier. Leurs travaux ont montré l'importance de la protection des droits de propriété et de la bonne gouvernance pour la croissance économique. Mais le recours aux indicateurs globaux et aux régressions portant sur plusieurs pays ne renseigne guère sur la grande diversité des dispositifs institutionnels, qui varient d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays — ni sur l'impact de ces dispositifs sur les décisions d'investissement des différents types d'entreprises. Il était en outre difficile de distinguer les effets d'actions spécifiques de ceux de l'assise institutionnelle plus vaste influant sur la nature et les conséquences de ces actions.

Soucieux de franchir ces obstacles, les analystes ont commencé, il y a quelques années, à examiner d'un point de vue microéconomique la qualité du climat de l'investissement d'un pays et à chercher les moyens de retracer ses effets sur les décisions d'investissement et les résultats des entreprises — après tout, l'augmentation de la productivité est la clé d'une croissance plus forte dans le monde en développement. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2005* est le premier à regrouper les informations provenant de deux initiatives de la Banque mondiale — les enquêtes sur le climat de l'investissement et le projet *Pratique des affaires* (encadré 1). Il s'inspire en outre des réponses récemment fournies par 3.000 entrepreneurs du secteur informel de onze pays au ques-

Encadré 1

Nouvelles sources de données sur le climat de l'investissement

La Banque mondiale a récemment lancé deux grandes initiatives pour en savoir davantage sur les déterminants de la croissance et de la productivité (www.worldbank.org/wdr2005).

Enquêtes sur le climat de l'investissement. Ces enquêtes, qui ont été instituées en 2001, sont maintenant menées auprès de plus de 26 000 entreprises formelles de 53 pays en développement. Elles recueillent les évaluations des contraintes auxquelles les entreprises se heurtent (corruption, financement, réglementation, taxation, infrastructure, personnel, etc.). Elles recueillent aussi des données quantitatives objectives qui permettent de relier les indicateurs du climat de l'investissement aux résultats des entreprises pour connaître leur impact sur la productivité et les décisions d'investissement et d'emploi.

Par exemple, en Inde, les entreprises des États où le climat de l'investissement est médiocre ont une productivité de 40 % plus faible que celles des États où il est bon. En Chine, si Tianjin pouvait créer un climat de l'investissement analogue à celui de Shanghai, la productivité des entreprises augmenterait de 15 % et le taux de croissance des ventes de 20 %. Si un climat de l'investissement identique à celui de la région la plus performante des pays en développement pouvait être instauré, les entreprises de Dhaka réduiraient de 40 % leur écart de productivité, et celles de Calcutta, de 80 %. À Dhaka, les salaires augmenteraient de 18 %, et à Calcutta, de 38 %.

Projet Pratique des affaires. Ce projet, qui recouvre plus de 140 pays, rend compte des coûts de la pratique des affaires pour une entreprise et une transaction hypothétiques, s'inspirant à cet effet des avis de divers experts (avocats, comptables). Les informations suivantes ont servi de base de calcul : le temps et les coûts nécessaires pour se conformer aux divers volets de la réglementation (enregistrement, exécution des contrats et réglementation du travail). Le premier rapport est paru en 2003; des mises à jour annuelles, avec examen de questions additionnelles, sont prévues.

tionnaire sur le climat de l'investissement, ainsi que des données de recensements et des registres des entreprises sur la dynamique des créations et fermetures d'entreprises dans divers pays.

Favoriser la croissance et la réduction de la pauvreté

Les faits confirment de plus en plus le rôle fondamental que joue un meilleur climat de l'investissement dans la stimulation de la croissance et le recul de la pauvreté — c'est ainsi que la Chine a pu faire sortir 400 millions de personnes de la pauvreté, que l'Inde a doublé son taux de croissance et que l'Ouganda s'est développé à un taux huit fois supérieur à la moyenne pour les autres pays d'Afrique subsaharienne (encadré 2). Quoique vaste, le champ couvert par le climat de l'investissement peut être mieux connu grâce aux nouvelles sources de données microéconomiques. Les entreprises évaluent l'ensemble des politiques et comportements et, par le biais des coûts, les risques et les obstacles à la concurrence. En apaisant leurs craintes à ces égards, il est possible de susciter une réponse extraordinaire de la part du secteur privé.

Risques. L'enquête montre que les risques liés à la politique menée figurent au premier plan des préoccupations des entreprises dans les pays en développement. L'incertitude quant à la nature et à l'application des politiques des pouvoirs publics vient au premier

rang, suivie de l'instabilité macroéconomique, de l'arbitraire dans l'application de la réglementation et de la faible protection des droits de propriété. Tous ces facteurs réunis assombrissent les perspectives et incitent peu à la réalisation d'investissements productifs et à la création d'emplois (encadré 3). Près de 90 % des entreprises au Guatemala et plus de 70 % au Bélarus et en Zambie jugent imprévisible l'interprétation de la réglementation. Plus de 80 % des entreprises au Bangladesh et plus de 70 % en Équateur et en Moldova ne croient pas en la défense de leurs droits de propriété par les tribunaux. L'amélioration de la prévisibilité des politiques peut, à elle seule, accroître de plus de 30 % la probabilité de nouveaux investissements.

Coûts. Les coûts supportés par les entreprises du fait de la politique des pouvoirs publics peuvent être élevés et rendre peu rentables nombre de possibilités d'investissement. Les indicateurs du projet *Pratique des affaires* mettent en lumière la lourde charge imposée par une réglementation dépassée ou mal conçue. Mais celle-ci n'est qu'un aspect du problème. Le manque de fiabilité de la distribution d'électricité et d'autres infrastructures, le crime et la corruption peuvent entraîner des coûts qui sont plus que le double de ceux imputables à la réglementation. De plus, le respect des contrats étant mal assuré et leur réglementation onéreuse, ces coûts peuvent dépasser 25 % des ventes — soit plus de trois fois le montant des impôts qu'acquittent généralement les entreprises (graphique 1). Les coûts liés à une distribution d'électricité peu fiable représentent à eux seuls plus de 10 % des ventes en Érythrée, en Inde et au Kenya, tandis que les coûts du crime dépassent 10 % des ventes en Arménie, en Azerbaïdjan et au Pérou. Les pots-de-vin constituent en moyenne plus de 6 % des ventes en Algérie, au Cambodge et au Nicaragua.

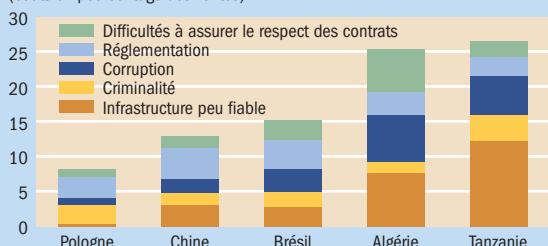
Obstacles à la concurrence. Les entreprises préfèrent certes avoir moins de concurrents, mais des obstacles à la concurrence qui bénéficient à une entreprise privent de chances les autres. Les pressions exercées sur les entreprises par la concurrence les poussent à innover, à améliorer leur productivité et à partager les avantages qui en découlent avec les consommateurs et les ouvriers. En fait, le *Rapport sur le développement dans le monde* indique que l'intensification des pressions concurrentielles peut accroître de plus de 50 % les chances d'innovation. De nombreux facteurs, dont les économies d'échelle et la taille du marché, peuvent agir sur le niveau de la concurrence. Mais les pouvoirs publics peuvent eux aussi influer sur les pressions concurrentielles en réglementant les entrées sur le marché ainsi que les sorties, et en réagissant aux comportements

Graphique 1

Des coûts troublants

Les coûts varient fortement par leur niveau et leur composition.

(coûts en pourcentage des ventes)



Source : enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement. Pays représentatifs de l'éventail des coûts.

anticoncurrence. L'ouverture aux échanges peut être l'un des moyens les plus efficaces d'accroître la concurrence. À l'échelle globale, la concurrence est difficile à mesurer, mais, au niveau des entreprises, on peut voir à quel point les pressions concurrentielles peuvent varier d'un pays à l'autre. Près de 90 % des entreprises en Pologne indiquent que les pressions concurrentielles sont vives, soit plus du double de la proportion des entreprises en Géorgie.

Faire reculer les limites

Bien sûr, il ne s'agit pas, pour améliorer le climat de l'investissement, de réduire *tous* les coûts, *tous* les risques et *tous* les obstacles. Les impôts et la réglementation assurent un bon climat de l'investissement et protègent des intérêts sociaux plus vastes. Créer un climat de l'investissement propice aux entreprises tout en réalisant d'autres objectifs sociaux pose un défi de taille aux gouvernements à tous les échelons administratifs.

En outre, les données montrent que les analystes et les pouvoirs publics qui établissent des programmes de réforme doivent faire face à trois autres sources de variation. Les conditions varient fortement non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi au sein d'un même pays (graphique 2). Même la manière dont une loi nationale est appliquée peut varier d'une région à l'autre. Au Brésil, par exemple, le délai de transfert d'un titre de propriété est de 15 jours

Encadré 2

Les leçons de la Chine, de l'Inde et de l'Ouganda

La Chine a fait état d'une croissance d'environ 8 % par an pour les vingt dernières années, avec une baisse de la proportion de la population vivant avec moins de 1 dollar par jour, qui a été ramenée de 64 % en 1981 à moins de 17 % en 2001. La croissance de l'Inde est passée en moyenne de 2,9 % par an dans les années 70 à 6,7 % au milieu des années 90, avec un recul de la proportion des pauvres, qui est tombée de 54 % en 1980 à 35 % en 2000. Et pourtant, ni l'un ni l'autre de ces pays n'a un climat de l'investissement idéal. Ce n'est que depuis peu que la Chine confère une reconnaissance constitutionnelle à la propriété privée, et les créances improductives nuisent à l'activité de son secteur bancaire. Quant à l'Inde, les problèmes du secteur de l'électricité sont légendaires.

Comment ces pays ont-ils alors réussi à stimuler la croissance et à réduire la pauvreté? La réponse réside dans leur détermination à apporter des améliorations pratiques au climat de l'investissement. La Chine a commencé par un système rudimentaire de droits de propriété qui a créé de nouvelles incitations pour une grande partie de son économie, et l'Inde, par un prompt effort de réduction des obstacles aux échanges et autres distorsions touchant également une grande partie de son économie. Ces réformes initiales ont été suivies d'une série d'améliorations qui ont mis à mal d'autres barrières.

Des pays moins grands ont eux aussi gagné à emprunter cette voie. L'Ouganda, qui a lancé une vaste réforme du climat de l'investissement au début des années 90 — après une période de guerre civile et d'instabilité macroéconomique — a vu presque doubler l'investissement privé, en pourcentage du PIB. En effet, celui-ci est passé d'un peu plus de 6 % en 1990 à 15 % en 2002. Sa croissance a atteint en moyenne 4 % par an durant la période 1993–2002 (soit huit fois la moyenne pour l'Afrique subsaharienne), et la proportion de sa population vivant au-dessous du seuil de pauvreté est tombée de 56 % en 1992 à 35 % en 2000.

à Brasilia, de 35 jours à Rio de Janeiro et de 65 jours à Salvador. Les conditions peuvent varier également selon le type d'entreprises — les petites entreprises étant souvent le plus durement touchées (graphique 3). Enfin, comme l'ont indiqué plus de 90 % des entreprises, il peut y avoir un grand fossé entre les règles formelles et leur application dans la pratique.

La base de données du projet *Pratique des affaires* et les enquêtes sur le climat de l'investissement peuvent aider les décideurs à définir les priorités de réforme et à suivre les progrès réalisés. La première fournit des repères sur le coût formel du respect de la réglementation. Les secondes révèlent comment la réglementation est vécue sur le terrain et les coûts effectifs qu'entraîne pour les entreprises un climat de l'investissement inadapté.

Pour une meilleure connaissance du climat de l'investissement

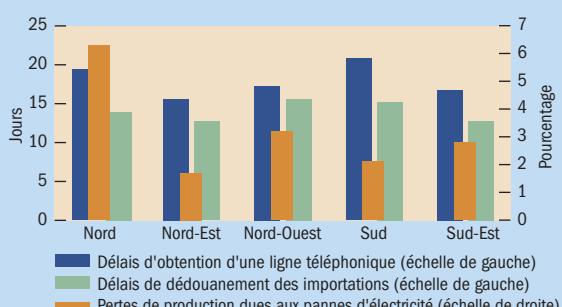
La progression de l'évaluation du climat de l'investissement est une première étape importante dans l'identification de domaines de réforme spécifiques. Au lieu d'un indicateur des «droits de propriété», il y a maintenant des données sur le pourcentage d'entreprises qui croient en la défense de leurs droits de propriété par les tribunaux, le pourcentage d'entreprises qui ont recours aux tribunaux, le temps et les coûts nécessaires pour assurer le respect d'un contrat, le délai et les coûts de résolution des faillites, le pourcentage d'entreprises qui déclarent les crimes et le coût de ces crimes, et la prévisibilité de l'interprétation des réglementations. Des données pareillement désagrégées sont disponibles pour d'autres aspects du climat de l'investissement. Les revenus variant fortement d'un pays à l'autre aussi bien que dans un même pays, il est essentiel de savoir comment libérer le potentiel des entreprises, quelle que soit leur taille, pour relever le défi du développement.

Les premiers résultats des travaux sur le climat de l'investissement au niveau des entreprises sont encourageants, mais il reste encore beaucoup de points à approfondir. Il faut, en particulier, continuer à améliorer la collecte des données. De gros efforts s'imposent notamment pour consolider les systèmes statistiques nationaux. Les travaux de renforcement des offices statistiques dans les pays en développement se sont intensifiés ces dernières années, comme en témoignent des initiatives multiparténaires telles que le Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21). Ces efforts peuvent aider les pouvoirs publics à suivre les résultats du secteur privé, à déceler la naissance de tendances et problèmes et à évaluer l'impact de stratégies de remplacement.

Graphique 2

Des délais irritants

Les délais sont très variables d'une région à l'autre du Brésil.



Source : enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

La communauté internationale est bien placée pour établir des indicateurs plus normalisés du climat de l'investissement qui servent à l'établissement de comparaisons entre pays. Les enquêtes sur le climat de l'investissement de la Banque mondiale et son projet *Pratique des affaires* sont d'importantes étapes dans cette direction. Outre qu'ils éclairent l'analyse, ils offrent aux pouvoirs publics un moyen efficace d'évaluer les résultats à l'aide de repères et de suivre les progrès accomplis. Enfin, ils peuvent servir de catalyseur de réformes.

À mesure qu'un ensemble cohérent de données se constitue, les décideurs peuvent déceler les liens critiques entre le tour donné à

leur politique et la croissance. La faculté de tester plus rigoureusement l'impact de différentes approches est particulièrement prometteuse. La capacité de mieux évaluer l'effet des politiques devrait encourager l'expérimentation et la concurrence entre les approches. L'évaluation des programmes pilotes permet d'identifier ceux qui sont efficaces et qui devraient être généralisés.

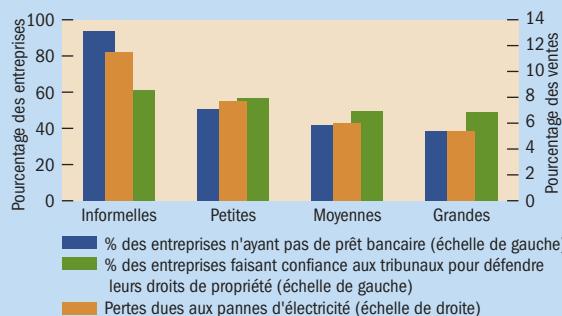
En suivant l'évolution des données et en les reliant à celles d'autres sources, par exemple aux données des recensements, nous pourrons mieux connaître la dynamique entreprises-croissance. Les processus et modes de création et d'évolution des entreprises, notamment ceux de destruction créative, sont fondés principalement sur l'expérience des pays industrialisés. Les études antérieures donnent une idée de la manière dont pareils processus se déroulent dans les pays en développement. Mais il est nécessaire d'approfondir et d'élargir la connaissance de ces dynamiques, notamment du rôle important des entreprises dans les économies informelle et rurale, et de l'impact de l'intégration à l'économie internationale.

Par ailleurs, il faut considérer le rôle du climat de l'investissement en rapport avec les mouvements de population — et pas seulement de capitaux. Les liens entre la qualité du climat de l'investissement d'un lieu et la migration méritent d'être approfondis, qu'il y ait déplacement de personnes des zones rurales vers les zones urbaines, d'une ville vers une autre ou d'un pays vers un autre. Aujourd'hui, le total mondial des migrants en provenance de pays en développement s'élève à près de 175 millions. Les fonds qu'ils envoient chaque année à leur famille, soit un total de 90 milliards de dollars, représentent la deuxième grande source de capitaux privés (après les investissements directs étrangers) pour les pays et les personnes pauvres. Une meilleure connaissance des liens entre le climat de l'investissement et la migration prendra de l'importance face aux grands mouvements de population que le monde connaîtra au cours des vingt-cinq prochaines années. ■

Graphique 3

L'avantage de la taille

Les entreprises informelles et petites sont souvent celles qui souffrent le plus des contraintes du climat de l'investissement.



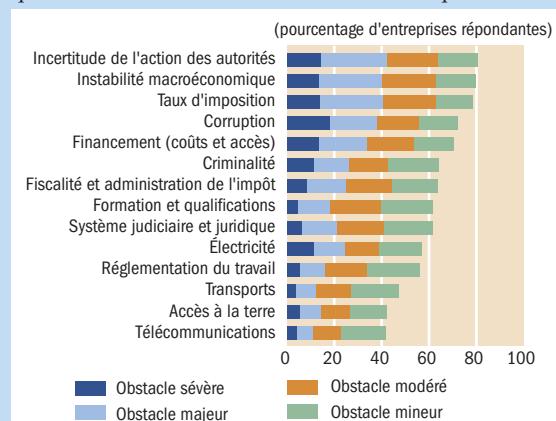
Source : enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

Note : dix pays pour lesquels des enquêtes formelles et informelles ont été effectuées, sur la base des paramètres ci-après : branche d'activité, pays, structure de propriété et âge de l'entreprise.

Encadré 3

Comment les entreprises classent-elles les diverses contraintes du climat de l'investissement?

Les premiers résultats des enquêtes de la Banque mondiale couvrent plus de 26.000 entreprises de 53 pays. La classification des contraintes peut varier fortement d'un pays à l'autre et dans un même pays, mais les résultats font ressortir l'importance des risques liés à l'action des pouvoirs publics, notamment à l'incertitude qui l'entoure et à l'instabilité macroéconomique.



Source : enquêtes de la Banque mondiale sur le climat de l'investissement.

Note : il a été demandé aux entreprises de classer les diverses contraintes selon le degré de gravité de l'obstacle que celles-ci dressent à leur croissance et à leur bon fonctionnement, sur une échelle de 0 (pas d'obstacle) à 5 (obstacle sévère).

Warrick Smith est Directeur et Mary Hallward-Driemeier, Directrice adjointe de l'équipe chargée du Rapport sur le développement dans le monde 2005 : un meilleur climat de l'investissement pour tous de la Banque mondiale.

Bibliographie :

Acemoglu, Daron, and Simon Johnson, 2003, "Unbundling Institutions," NBER Working Paper 9934 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

Banque mondiale, 2004a, Doing Business in 2005: Removing Obstacles for Growth (New York: Oxford University Press).

—, 2004b, World Development Report 2005: A Better Investment Climate for Everyone (New York: Oxford University Press).

Burgess, Robin, and Tony Venables, 2003, "Towards a Microeconomics of Growth" (London: London School of Economics).

Chermark, Janie M., 1992, "Political Risk Analysis: Past and Present," Resources Policy, Vol. 18 (September), p. 167-78.

Djankov, Simeon, Rafael La Porta, Florencio Lopez-de-Silanes, and Andrei Shleifer, 2002, "The Regulation of Entry," Quarterly Journal of Economics, Vol. 117 (February), p. 1-37.

Dollar, David, Mary Hallward-Driemeier, and Taye Mengistae, 2003, "Investment Climate and Firm Performance in Developing Countries" (Washington: World Bank).

Fonds monétaire international, 2003, Perspectives de l'économie mondiale (Washington).

Kaufmann, Daniel, Aart Kraay, and Massimo Mastruzzi, 2003, "Governance Matters III: Governance Indicators for 1996-2002" (Washington: World Bank).

North, Douglas, 1990, "Institutions, Institutional Change and Economic Performance" (New York: Cambridge University Press).